

Turquie : La gauche démocratique est la cible du « système Erdogan »

vendredi 30 octobre 2015, par [BOZARSLAN Hamit](#) (Date de rédaction antérieure : 30 octobre 2015).

La stratégie de terreur et de peur que Recep Tayyip Erdogan poursuit avec ténacité depuis les élections législatives du 7 juin, qui l'ont privé de sa majorité absolue à l'Assemblée, a transformé la Turquie en une maison endeuillée.

La défaite estivale que le président subissait alors l'empêchait de présidentialisier le système politique comme il le souhaitait et balayait ses ambitions de faire de son pays une puissance mondiale, turque et sunnite, avant le centenaire de la République en 2023. Deux autres échéances, situées au-delà de son temps générationnel - le 600^e anniversaire de la conquête d'Istanbul (2053) et le millénaire de l'arrivée des Turcs en Asie mineure (2071)-, devaient succéder à cette date pour ancrer l'« erdoganisme » dans l'éternité.

Certes, intégrant une bourgeoisie d'origine anatolienne de moins en moins puritaine, des couches défavorisées dépendant de sa charité, une puissante confédération syndicale et une Anatolie turque et sunnite profondément conservatrice, le « système Erdogan » disposait encore de la confiance de 41 % des électeurs. Mais les complaisances d'Ankara à l'égard de l'organisation Etat islamique et sa profonde hostilité à l'encontre des Kurdes syriens lui avaient fait perdre une bonne partie de son électorat kurde.

Venant après des scandales de corruption à répétition, la construction d'un palais présidentiel somptueux avait créé un malaise, cette fois-ci parmi les Turcs de condition modeste. Avec la disparition de tout mécanisme d'équilibre et de contrôle au sommet de l'Etat, le pays donnait les allures d'un bateau ivre, dont les passagers disaient leur mélancolie collective aux instituts de sondage qui voulaient bien les écouter.

La mue d'Erdogan en « homme unique » du pays entre les législatives de 2011 et celles de 2015 était allée de pair avec une réelle désinstitutionnalisation de l'Etat, des Cours constitutionnelle et des comptes à l'Assemblée nationale votant « en vrac » les milliers de projets de loi présentés selon le bon vouloir du « reis ». Mais l'AKP lui-même voyait ses figures de premier plan comme l'ancien président Abdullah Gül s'effacer au profit de quadras inconnus. Tenant désormais le haut du pavé dans l'empire médiatique de l'AKP et dans le « palais », ceux-ci invitaient les Turcs à se préparer à une « impitoyable guerre de résistance » contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur.

En écho à sa cour, le président lui-même déclarait que la première guerre mondiale, à laquelle l'Empire ottoman avait participé de son propre chef et sans agression aucune, se poursuivait : les petits-enfants de Kut-Al-Amara, l'une des rares localités en Irak où les forces ottomanes purent résister aux Britanniques en 1916, étaient appelés à se dresser contre ceux de Lawrence d'Arabie.

Logique vindicative

Cette lecture de l'histoire mondiale, comme l'histoire de la guerre du monde contre les Turcs et les musulmans, explique largement la logique vindicative que poursuit le président dans sa politique interne et externe. Le Kurdistan paye ainsi le prix lourd pour avoir permis au Parti démocratique des

peuples (HDP) de dépasser les 13 % des votes et priver l'AKP de sa majorité. Il est aussi « châtié » pour son refus de se mettre au service de la « nation turque et sunnite » en contrepartie de la simple reconnaissance du « fait kurde » par le président.

Il en va de même des alévis, communauté confessionnelle (environ 15 % de la population) qui privilégie le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP). Si M. Erdogan ne les voue pas publiquement aux gémonies, à l'instar des « zoroastriens » et des « homosexuels », il ne manque pas de rappeler l'alévitité tue de son leader Kemal Kılıçdaroglu, comparée à son propre sunnisme « fièrement » affiché.

Il faut, enfin, mentionner les dissidents turcs de toutes confessions qui firent le choix de voter le HDP pour le transformer en un parti de Turquie capable de défendre autant la cause kurde que celle de la démocratie. Ce n'est pas le fruit du hasard si les deux attentats sanglants qui eurent lieu après les élections à Süruç (33 victimes) et à Ankara (102 victimes) visèrent explicitement la gauche démocratique turque.

Il est, bien entendu, difficile de connaître les auteurs de ces attentats et les modalités de leur organisation. Mais les déclarations du premier ministre, Ahmet Davutoğlu, selon lesquelles son « Etat de droit » ne saurait, pour des raisons juridiques, se permettre de « fouiller », encore moins d'arrêter, les militants de l'organisation Etat islamique sur son sol, dont il reconnaît par ailleurs disposer de la liste, sont pour le moins troublantes.

Comment expliquer ce traitement de faveur alors que, des journalistes ou des étudiants aux militants syndicaux ou politiques, toute personne peut être interpellée sur une simple accusation d'insulte à l'encontre du président ?

Nombre d'observateurs soulignèrent que, depuis juin 2007, la Turquie était prise en otage par celui qu'elle avait désigné en 2014 pour la représenter. Celui-ci acceptera-t-il le résultat des nouvelles élections qu'il a convoquées, qui pourrait être identique à celui du 7 juin, ou décidera-t-il de suspendre purement et simplement le jeu démocratique, déjà passablement malmené par chacun de ses actes et discours ? Telle risque d'être la question que la Turquie se posera au lendemain des scrutins du 1^{er} novembre.

Hamit Bozarslan (Historien et sociologue)

P.-S.

* LE MONDE | 30.10.2015 à 12h10 • Mis à jour le 30.10.2015 à 12h37 :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/10/30/la-gauche-democratique-est-la-cible-du-systeme-erdogan_4800157_3232.html

* Hamit Bozarslan est directeur d'études à l'EHESS. Il est l'auteur de Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours (Taillandier, 680 pages, 12,50 euros)

Hamit Bozarslan (Historien et sociologue).